

combinaison avec une autorégulation des acteurs. Il s'agirait donc en fait de mettre en place une co-régulation des réseaux.

Le Conseil d'Etat a proposé à cette fin la création d'un organisme de droit privé, rassemblant l'ensemble des acteurs concernés et déconseille la création d'une nouvelle autorité administrative indépendante. Ce type d'instance a pour vocation de veiller à l'application d'une réglementation sectorielle. Mais dans le cas d'Internet, il apparaît justement inutile de créer une réglementation sectorielle spécifique à l'image du droit de l'audiovisuel. Il importe au contraire de veiller à ce que l'ensemble des législations sectorielles applicables soient en pratique respectées. L'autorégulation permet une action préventive et responsabilisante (élaboration par exemple de codes de bonne conduite, mise en place d'une ligne d'appel d'urgence, avis ponctuels d'ordre déontologique sur le contenu des sites etc.) susceptible de contribuer efficacement à la réalisation de cet objectif.

Le développement des NTIC constitue un défi pour le droit mais ne signifie pas la disparition du droit et de la souveraineté des Etats qui en sont les producteurs. L'efficacité du droit sera conditionnée en fait par l'adhésion du plus grand nombre aux normes. Adhésion des autres Etats, sans lesquels les contournements seraient fréquents. Adhésion des acteurs privés, dont l'action apparaît indispensable pour assurer une mise en oeuvre effective des règles sans attendre l'éventuelle sanction du juge. Aussi le rôle de l'Etat devra évoluer dans ce nouveau contexte. Le renforcement de la coordination, quelle soit interministérielle ou avec les acteurs privés, apparaît indispensable pour permettre de dégager des orientations stratégiques susceptibles de trouver un écho à l'étranger, et d'alimenter la coopération internationale rendue nécessaire par les NTIC qui ignorent de plus en plus les frontières.